



MAÎTRE DE L'OUVRAGE

CENTRE HOSPITALIER PAUL MARTINAIS

1 Rue du Dr Paul Martinais
37600 LOCHES

Réhabilitation d'un bâtiment du CH Loches pour Hôpital de jour Psychiatrie et Périnatalité

4 Chemin de la Prairie de la Foire
37600 LOCHES

DCE

JANVIER 2025

CCTP

LOT N°0 – PRESCRIPTIONS GENERALES

MAITRE D'OEUVRE

AGENCE RANJARD & ASSOCIES ARCHITECTES

5 Rue Fontaine POTTIER - 37100 TOURS

TEL 02 47 64 16 16

EMAIL : Agence.ranjard.associes@gmail.com

Table des matières

DEFINITION DE L'OPERATION	4
1 NOTE GENERALE	4
2 CONNAISSANCE DU PROJET	4
3 REPARTITION DES LOTS	4
4 LISTE DE PLANS	5
5 DONNEES D'ORDRE CLIMATIQUE	5
6 ISOLATION THERMIQUE	5
7 VII ACOUSTIQUE	5
8 DOCUMENTS A FOURNIR	5
9 CALENDRIER d'EXECUTION	5
10 PENALITES DE RETARD	5
11 QUALIFICATION DES ENTREPRISES	5
12 EXAMEN ET ETUDES DE DOSSIER	6
13 ETENDUES DES PRESTATIONS	6
14 PLAN D'EXECUTION	7
15 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES	7
15.1 Conformité à la réglementation	7
15.2 Contestations	7
16 DOCUMENTS TECHNIQUES ET RAPPORTS	7
16.1 Documents techniques	7
16.2 Documents administratifs	8
16.3 Notice d'accessibilité	8
17 SUBSTITUTION DES MATERIAUX	8
18 ECHANTILLONS ET MAQUETTES	8
19 MATERIAUX DEFECTUEUX	8
20 VERIFICATION DES TRAVAUX	8
21 CHOIX DES MATERIAUX	9
22 ORGANISATION PILOTAGE COORDINATION	9
22.1 Accès de chantier	9
22.2 Stockage des matériaux	9

22.3	Panneau de chantier	9
22.4	Branchements	9
22.5	Clôture de chantier	10
23	LIVRAISON ET STOCKAGE	10
24	IMPLANTATION DES OUVRAGES	10
24.1	Implantation générale	10
24.2	Implantation de structure	10
24.3	Implantation des cloisons	10
24.4	Implantation des huisseries	10
24.5	Traits de niveau	10
25	HYGIENE ET SECURITE	11
26	TROUS PERCEMENTS RACCORDS	11
26.1	Trous, percements, feuillures dans le béton et béton armé	11
26.2	Trous, percements dans matériaux autres que béton armé	11
26.3	Scelllements et raccords	11
26.4	Surdimensionnement	11
27	RECEPTIONS DES SUPPORTS	11
28	PROTECTIONS DES OUVRAGES	11
29	REUNIONS DE CHANTIER	12
30	GARDIENNAGE DE CHANTIER	12
31	TABLEAUX DES INTEMPERIES	12
32	NETTOYAGE DE CHANTIER	12
33	COMPTE PRORATA	12
34	ETUDE THERMIQUE	12
35	PHOTOS	12

Définition de l'opération

La présente opération concerne le réaménagement du centre hospitalier de Loches

1 NOTE GENERALE

Les descriptions des ouvrages définies dans les différents lots ne sont pas limitatives. Chaque entrepreneur devra donc prévoir tous les travaux et fournitures annexes s'y rapportant. Aucun supplément de prix ne sera accordé dès lors que la prestation découlera directement de la bonne définition des travaux suivant les règles de l'art et de leur protection jusqu'à la réception.

2 CONNAISSANCE DU PROJET

Par le seul fait de soumissionner, tout entrepreneur reconnaît qu'il a une parfaite connaissance du projet. Il doit donc connaître, non seulement les pièces contractuelles de son propre corps d'état, mais également tous les documents ayant une incidence sur son propre lot.

En outre, tout entrepreneur doit, s'il le juge utile pour l'établissement de son offre, se rendre sur place pour prendre connaissance du terrain, des moyens d'accès, de stationnement, de stockage, d'approvisionnement, de main d'œuvre, compte tenu de la législation réglementant son emploi et son utilisation, etc....

Après examen, il doit, obligatoirement, signaler au Maître d'œuvre tout élément susceptible d'avoir une influence sur le projet.

De même, il doit proposer au Maître d'œuvre, en temps utile, toutes modifications aux dispositions du projet qui seraient de nature à améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble du projet, sans que cela entraîne une augmentation du prix forfaitaire.

Les entrepreneurs ne pourront prétendre à aucune majoration du prix global forfaitaire pour raison d'omission aux plans et/ou au C.C.T.P.et/ou au DPGF , étant entendu qu'ils peuvent obtenir tous renseignements auprès du Maître d'œuvre sur les détails susceptibles d'avoir été omis dans ces documents.

3 REPARTITION DES LOTS

Les ouvrages du présent projet sont répartis en 17 lots :

- LOT N°1 : DEMOLITIONS – CURAGE – DESAMIANTEMENT - DEPLOMBAGE
- LOT N°2 : MACONNERIE GO
- LOT N°3 : CHARPENTE BOIS et COUVERTURE
- LOT N°4 : ETANCHEITE
- LOT N°5 : PLATRERIE
- LOT N°6 : MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM et SERRURERIE
- LOT N°7 : MENUISERIES INTERIEURES BOIS
- LOT N°8 : REVETEMENT DE SOL - FAIENCES - PEINTURE
- LOT N°9 : ASCENSEUR
- LOT N°10 : VRD - ESPACES VERTS
- LOT N°11 : ELECTRICITE COURANT FAIBLE ET FORT
- LOT N°12 : PLOMBERIE - SANITAIRES

-
- LOT N°13 : CHAUFFAGE – RAFRAICHISSEMENT VENTILATION

4 LISTE DE PLANS

Le présent dossier a été établi à partir des plans DCE en date du 24/01/2025.

5 DONNEES D'ORDRE CLIMATIQUE

La construction se situe dans les zones suivantes :

- Neige : Région 1A
- Vent : Zone 2
- Zone de sismicité : Faible (2)

6 ISOLATION THERMIQUE

Selon règles Th en vigueur et étude thermique du BET BS Energie et fluide

7 ACOUSTIQUE

Texte règlementaire

- La circulaire n°2000/5 du 28 Janvier 2000 : relative à l'application de la réglementation acoustique dans les bâtiments d'habitation neufs
- Les décrets n°2006-1099 du 31 août 2006 et n°2017-1244 du 7 août 2017 : concernent les bruits de voisinage
- L'arrêté du 23 juillet 2013 : relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit

8 DOCUMENTS A FOURNIR

Période de préparation

- Plans de réservation
- Plans d'ensemble d'exécution
- Planning et délais d'approvisionnement

Période des travaux

- Plans de détail d'exécution
- Notes de calcul
- Echantillon

Après l'exécution des travaux

- Chacun des plans conformes aux travaux exécutés (en 5 ex.).
- Les notes de calcul (en 5 ex.).
- Les notices techniques et d'entretien de tous les matériels et matériaux utilisés (en 5 ex.).

9 CALENDRIER D'EXECUTION

La durée d'intervention des différents corps d'état pour l'exécution de ce projet est fixée dans le planning contractuel. A la signature des marchés, il sera dressé un calendrier d'exécution accepté et signé de(s) entreprise(s) titulaire(s) des travaux.

Ce document deviendra contractuel et servira de base à l'application de pénalités en cas de retards.

10 PENALITES DE RETARD

Suivant conditions spécifiées au marché.

11 QUALIFICATION DES ENTREPRISES

QUALIFICATIONS

2.1.1.2 Maçonnerie (technicité confirmée) et béton armé courant

2.1.2.1 Ravalement en maçonnerie

2.3.2.2 Fabrication et pose de charpente traditionnelle

3.1.6.2 Couverture en métaux (technicité confirmée)
3.2.1.3 Étanchéité en matériaux bitumeux en feuilles (technicité supérieure)
3.5.2.1 Fabrication et pose de menuiseries extérieures en ALUMINIUM (technicité courante)
3.8.1.3 Tous types de bardages (technicité supérieure)
4.1.3.2 Plaque de plâtre (technicité confirmée)
4.3.2.1 Fabrication et pose de menuiseries en bois (technicité courante)
6.2.2.2 Revêtement résilient PVC (technicité confirmée)
6.3.2.4 Mosaïques décoratives
6.1.6.2 Décoration d'intérieurs

E21 Électricité

T2 Antenne

5.1.1.1 Installation plomberie sanitaires (technicité courante)
5.1.1.1 Installation gaz (technicité courante)
5.3.1.1 Installation thermique (technicité courante)
5.4.3.1 Installation ventilation mécanique (technicité courante)

Chaque entrepreneur, titulaire d'un marché ou sous-traitant, intervenant dans les travaux de réalisation du projet, devra justifier au Maître de l'Ouvrage et au Maître d'œuvre :

- de la ou les qualifications professionnelles délivrées par l'organisme Professionnel de Qualification du Bâtiment et des activités annexes (O.P.Q.C.B.) afférentes aux travaux dont il a la charge.
- de son activité dans ce ou ces domaines
- de ses effectifs
- de références concernant les travaux de même importance pour les chantiers de même nature.
- de sa garantie par une police émanant d'une compagnie d'assurances appartenant à la section construction des compagnies françaises ou étrangères.

12 EXAMEN ET ETUDES DE DOSSIER

Le présent C.C.T.P. définit aussi exactement que possible la nature et la position des ouvrages à réaliser en fonction des plans. Le CCTP et les plans forment un tout indissociable et ne peuvent être considérés indépendants les uns des autres. L'entrepreneur devra examiner et vérifier avec soins tous les documents écrits ou graphiques constituant le D.C.E. Il devra établir et joindre à sa proposition un mémoire de toutes les imprécisions, omissions, erreurs ou contradictions qu'il aurait pu constater lors de l'examen.

L'entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre :

- Avoir pris connaissance des plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des ouvrages.
- Avoir procédé à une visite du site et avoir pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux moyens d'accès, etc.
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel d'offres, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes.
- Avoir pris tous les renseignements ou dispositions utiles auprès des services techniques du Maître d'ouvrage et des concessionnaires locaux pour l'implantation des réseaux (Eau, électricité, téléphone, etc.)

13 ETENDUES DES PRESTATIONS

L'entrepreneur doit, d'une manière générale les travaux suivants :

- L'implantation de ses ouvrages.
- Les installations provisoires de son lot.
- L'amenée, la mise en place, le repli de tous les matériaux et matériels nécessaires.
- Les mesures de sécurité nécessaires.
- Les mesures nécessitées par la coordination avec les autres corps d'état.
- La réparation des dégâts causés aux tiers ou par les intempéries.
- La protection de ses ouvrages pendant l'exécution des travaux du bâtiment.
- Le nettoyage de ses travaux après leur exécution.

-
- L'évacuation de ses gravois en décharge ou dans les bennes mise à sa disposition.
 - La participation au compte prorata.

L'entrepreneur ne peut se prévaloir, ni pour éluder les obligations de son marché, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions occasionnées par l'exécution des travaux complémentaires ordonnés par ordre de service en cours de chantier.

14 PLAN D'EXECUTION

La Maîtrise d'œuvre a établi les documents correspondant à la mission de base qui lui a été confiée par le Maître d'ouvrage.

L'entrepreneur vérifie avant toute exécution que les documents établis par la maîtrise d'œuvre ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions qui sont normalement décelables par un homme de l'art.

Les dimensionnements des ouvrages ont été déterminés en fonction de volontés architecturales ou d'impératifs techniques. Ces dimensions ne pourront être changées sans accord écrit du Maître d'œuvre.

Les variantes d'exécution proposées éventuellement devront être agréées par la Maîtrise d'œuvre qui en contrôlera les répercussions techniques et financières sur les autres corps d'état. Les frais d'études complémentaires, tant pour les variantes elles-mêmes que pour les répercussions sur les autres corps d'état seront à la charge de l'entrepreneur demandeur ainsi que les incidences financières des dites répercussions sur les autres corps d'état.

Les études complémentaires d'ordonnancement et d'exécution sont à la charge des entreprises adjudicataires qui seront présumées les avoir incluses dans leurs offres.

15 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

15.1 Conformité à la réglementation

D'une manière générale, les entreprises devront respecter les différents documents techniques, administratifs, etc., régissant les travaux de bâtiment.

15.2 Contestations

En aucun cas les entreprises ne pourront arguer de l'imprécision des plans, descriptifs et documents annexes et d'omissions éventuelles pour refuser dans le cadre et les conditions du marché, toute ou partie des ouvrages nécessaires au complet achèvement et à la parfaite utilisation des installations. Il leur appartient donc d'apprécier l'importance et la nature des travaux à effectuer et de suppléer par leurs connaissances professionnelles aux détails dont l'emplacement, la nature et la qualité seraient prévus dans une réalisation normale de travaux.

16 DOCUMENTS TECHNIQUES ET RAPPORTS

Les documents techniques et administratifs cités ci-dessous constituent la base des spécifications techniques de référence, sans que l'énumération ci-dessous puisse être considérée comme limitative.

16.1 Documents techniques

Les cahiers des charges et spécifications techniques et les documents techniques unifiés (DTU) établis par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) et dans le REEF en vigueur. Ces cahiers et DTU indiquent d'une façon précise et impérative les prescriptions relatives aux qualités de matériaux, les conditions de mise en œuvre et les modalités d'exécution des ouvrages.

- Le R.E.E.F., recueil des éléments utiles à l'établissement et à l'exécution des projets et marchés de bâtiments en France.
- Les normes françaises de l'Association Française de Normalisation (AFNOR), homologuées par arrêtés ministériels, dont la plupart d'ailleurs sont insérés dans le REEF.
- Les cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (DTU) énumérés aux annexes 1 des circulaires publiées au journal officiel du Ministère de l'Economie relatives aux cahiers des charges techniques des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportés par les annexes 2 à ces circulaires.
- Cahier des recommandations techniques générales applicable sur les opérations de la Région Centre de Mars 1994.

Tous ces documents sont impérativement applicables aux travaux visés par le présent CCTP sans qu'il soit nécessaire de les énumérer ou de les préciser à nouveau dans les différents chapitres visant particulièrement un corps d'état. Bien que non matériellement joints au marché, ils sont réputés connus de toutes les entreprises et comme tels, contractuels.

16.2 Documents administratifs

En outre des documents énumérés ci-dessus, sont applicables systématiquement aux travaux visés par le présent CCTP, les prescriptions et règlements locaux, départementaux et nationaux en vigueur à la date de signature des marchés et entre autres, sans que l'énumération soit limitative :

- Le code de l'Urbanisme,
- Le code de la Construction et de l'Habitation,
- Les règlements sanitaires des communes de **LOCHES**
- Les règlements de l'Electricité de France et du Gaz de France,
- Les règlements du Ministère des Télécommunications

Les études faites par les entreprises seront obligatoirement soumises pour acceptation aux organismes compétents.

16.3 Notice d'accessibilité

L'ensemble de l'opération est soumis, sauf avis contraire, au contrôle obligatoire sur l'accessibilité des personnes handicapées ou à mobilité réduite conformément au "décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées ou à mobilité réduite". La notice sur ce contrôle n'est pas connue à ce jour.

17 SUBSTITUTION DES MATERIAUX

Les entrepreneurs ont la possibilité de proposer à l'Architecte des matériaux d'aspect, de dimensions et de qualité au moins équivalente à ceux énoncés au CCTP. Une liste de matériaux proposés doit être jointe à la proposition du soumissionnaire.

18 ECHANTILLONS ET MAQUETTES

Les entreprises devront fournir les échantillons ou maquettes de tous les matériaux, appareils ou éléments nécessaires à l'exécution de leur marché. Ces échantillons seront soumis au Maître de l'ouvrage et à l'Architecte. Ils deviendront la propriété du Maître de l'Ouvrage qui pourra les éprouver et éventuellement les détériorer pour faire les essais prescrits par le CSTB. Les échantillons seront remis à l'Architecte au moins 1 mois (un) avant l'exécution des travaux concernés.

19 MATERIAUX DEFECTUEUX

Tous matériaux défectueux ou dont la mise en œuvre n'est pas satisfaisante, peuvent être refusés par le Maître d'œuvre.

L'entrepreneur s'engage à les retirer ou à les démolir à ses frais dans les délais qui lui sont prescrits.

20 VERIFICATION DES TRAVAUX

L'ensemble de l'opération est soumis au contrôle technique obligatoire sur la solidité et la sécurité des ouvrages de viabilité, de fondations, d'ossature, de clos et de couvert et des éléments d'équipement qui font indissociablement corps avec ces ouvrages, ainsi que sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions (Article R 111-38 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Maître de l'Ouvrage s'est assuré le concours du bureau, organisme de contrôle technique :

SOCOTEC
2 Allée du petit Cher
BP 40155
37 551 SAINT AVERTIN
Tél : 02 47 70 40 22

Les missions définies par la convention sont les suivantes : L, Le, Sei, Hand

En vue de la qualité des matériaux, tous les essais obligatoires visés aux CCTP et demandés par le bureau de contrôle éventuel ou l'Architecte.

Tout entrepreneur doit satisfaire aux essais complémentaires que le Maître d'œuvre lui demanderait durant ou après l'exécution des travaux.

Afin de prévenir les aléas techniques pouvant découler d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises doivent effectuer avant réception les essais et vérifications figurant dans la liste approuvée par les Assureurs (supplément spécial 82-51 bis du 17 Décembre 1982 du moniteur du Bâtiment et des TP). Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux qui seront envoyés en deux exemplaires, pour examen, au bureau de contrôle.

Les Constructeurs devront communiquer au bureau de contrôle les renseignements suivants :

Nom de la personne chargée des vérifications techniques, notamment sur le chantier.

- Liste des vérifications envisagées pour s'assurer de la bonne exécution de chacun des ouvrages.
- Formalisation de ces vérifications, permettant de s'assurer qu'elles sont effectuées de manière satisfaisante.

21 CHOIX DES MATERIAUX

Tous les matériaux utilisés seront neufs, de premier emploi et de première qualité.

Tous les matériaux ou ouvrages utilisés en produits finis devront être auto-protégés.

Les fers mis en œuvre seront neufs et protégés par une couche antirouille révisée après leur pose.

Les matériaux préconisés au présent CCTP sont de marque et modèle constituant la base du marché.

L'expression "**ou équivalent**" reste toujours sous-entendue.

L'entrepreneur pourra proposer une autre marque de son choix, sous réserve du respect des caractéristiques suivantes :

- Qualité de conception et de composition du matériau
- Avis techniques, essais, procès-verbaux
- Durée de garantie du matériau

En aucun cas, le matériau proposé par l'entrepreneur ne pourra être de qualité moindre que celui demandé.

Sauf spécification clairement définie, les teintes des matériaux laissés au choix du Maître d'Œuvre s'entendent dans la gamme standard de fabrication du fabricant.

22 ORGANISATION PILOTAGE COORDINATION

22.1 Accès de chantier

Un accès praticable par des véhicules sera exécuté par l'entreprise titulaire du lot VRD et entretenu par cette entreprise suivant Projet installation de chantier et en conformité avec le P.G.C.

Les entrepreneurs sont tenus de laisser à tout moment, les représentants du Maître de l'Ouvrage, du Maître d'œuvre, des B.E.T. et du bureau de Contrôle, pénétrer sur le chantier et le visiter ; ils doivent prendre toutes dispositions pour leur permettre d'exercer utilement leur contrôle.

Ces représentants pourront, après avis du Maître d'œuvre, arrêter tout ou partie des travaux en cours, si leur exécution ne leur paraît pas conforme aux stipulations du marché et aux règles de l'art, ou si la qualité des matériaux employés leur paraît insuffisante.

22.2 Stockage des matériaux

Des zones de stockage de matériaux seront proposées par les entreprises à l'Architecte et seront tenues propres par les entreprises en ayant fait la demande. Ces aires de stockage devront être remises en état après utilisation.

22.3 Panneau de chantier

Fourniture et pose du panneau de chantier suivant prototype fourni par le maître d'œuvre dimension 2m/3m

22.4 Branchements

L'entrepreneur du lot **DEMOLITION** devra prendre toutes les mesures utiles pour assurer l'alimentation en fluides du chantier (Eau, électricité et téléphone). Il en répartira les frais au compte prorata.

22.5 Clôture de chantier

Une clôture de chantier sera prévue pour délimiter les bâtiments pendant toute la durée du chantier. L'installation et l'entretien sont à la charge du lot **DEMOLITION**.

23 LIVRAISON ET STOCKAGE

Tout entrepreneur doit le transport à pied d'œuvre et le stockage sur le chantier de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux de son corps d'état.

Les matériaux approvisionnés ne peuvent être employés sur un autre chantier.

L'entrepreneur reste responsable de toutes dégradations et détournements de ses approvisionnements.

24 IMPLANTATION DES OUVRAGES

Les implantations sont de trois catégories :

- Implantation de bâtiments sur le terrain.
- Implantation des structures.
- Implantation des cloisonnements.

24.1 Implantation générale

L'entreprise titulaire des travaux de GROS OEUVRE fera réaliser à ses frais, par le géomètre expert agréé par le Maître de l'Ouvrage, l'implantation du ou des bâtiments. Cette prestation incorpore toutes les démarches, sujétions et formalités nécessaires à obtenir de la part des services compétents ou des géomètres accrédités : les axes et repères de rattachement des coordonnées.

Par conséquent l'entreprise restera seule responsable des erreurs qu'elle aurait pu commettre, quelle que soit l'époque où ces erreurs seraient découvertes, et elle en supporterait seule les conséquences, quelle qu'en soit l'importance.

L'implantation sera matérialisée par tous piquets et chaises qui, établie en dehors des emprises de bâtiments, porteront les encoches et marques nécessaires à la détermination des contours.

Les tracés en plan et les points de niveaux seront rattachés à des repères fixes et invariables, placés en tous endroits jugés utiles par l'Architecte, de façon à permettre en cours de chantier la vérification de tous niveaux et implantations. L'entreprise titulaire des travaux de GROS OEUVRE sera tenue de veiller à la conservation des piquets et repères de base, de les rétablir ou de les remplacer à ses frais, soit à leur emplacement primitif, soit en un autre point après acceptation du Maître d'œuvre.

24.2 Implantation de structure

L'entreprise titulaire des travaux de GROS OEUVRE devra, en accord avec toutes les entreprises intervenant sur le chantier, tous les tracés et implantations des distributions intéressant les travaux de structure. Ces tracés, qui devront figurer sur les planchers BA ou coffrages en temps opportun, seront effectués par l'entreprise titulaire des travaux de gros œuvre et à ses frais.

Toutefois, obligation est faite à chacune des entreprises intéressées et notamment aux entreprises titulaires des Travaux de plâtrerie, menuiserie, métallerie, plomberie, électricité et chauffage d'apporter aide et collaboration à l'entreprise titulaire des travaux de gros œuvre en ce qui concerne les tracés pouvant influencer sur les ouvrages de leur spécialité et de s'assurer de l'exactitude des implantations faites par l'entreprise titulaire des travaux de gros œuvre et de signaler toutes erreurs ou anomalies éventuelles.

24.3 Implantation des cloisons

L'entreprise titulaire des travaux de GROS OEUVRE devra l'implantation des cloisons maçonnées. Les entreprises titulaires des travaux de plâtrerie devront l'implantation des cloisons séparatives intérieures.

24.4 Implantation des huisseries

L'implantation des huisseries sera à la charge de l'entreprise titulaire des travaux de PLÂTRERIE.

24.5 Traits de niveau

L'entreprise titulaire des travaux de GROS OEUVRE, doit, à ses frais, le battage en bleu des traits de niveau nécessaires, sur les maçonneries brutes avant enduits, puis après enduits. De même l'entreprise titulaire des travaux de plâtrerie devra le battage en bleu des traits de niveau sur ses ouvrages.

Chaque entreprise intéressée devra, sous les mêmes conditions que ci-dessus, s'assurer en temps opportun de l'exactitude de ces traits de niveau et, à défaut d'avoir signalé en temps voulu les erreurs ou anomalies, prendre en charge les ouvrages de sa spécialité indispensables à la correction de ces erreurs.

Ces repères devront être maintenus pendant toute la durée du chantier et ce sous la responsabilité des entreprises ci-dessus désignées.

25 HYGIENE ET SECURITE

L'entreprise de gros œuvre devra prévoir pour l'ensemble du personnel de chantier, l'application des mesures réglementaires de santé et de sécurité en vigueur à la date de l'ouverture du chantier.

Chaque entreprise sera tenue d'établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

Les PPSPS seront transmis à l'issus de l'inspection commune au Coordonnateur Santé Sécurité : inconnu à ce jour.

et un au Maître d'œuvre pour information. Un exemplaire sera tenu en permanence sur le chantier.

Les Entreprises sont tenues de respecter les observations de la notice de sécurité et du PGC.

26 TROUS PERCEMENTS RACCORDS

Ce chapitre a pour but de réglementer les interventions entre corps d'état pour le passage ou la fixation de matériels, gaines et canalisations dans des ouvrages exécutés par des corps d'état différents.

26.1 Trous, percements, feuillures dans le béton et béton armé

Tous les percements, trous, trémies, feuillures sans exception, nécessaires à l'ensemble des constructions neuves et intéressant les ouvrages de béton et béton armé, seront réservés à ses frais par l'entreprise titulaire des travaux de Maçonnerie, lors du coulage de ces bétons, à charge pour les entrepreneurs des différents corps d'état de fournir en temps opportun à l'entreprise de Maçonnerie toutes les indications utiles aux réservations qui lui est nécessaire ; les entrepreneurs intéressés effectueront eux-mêmes, s'il y a lieu, l'implantation et le tracé sur place des trous et passages en collaboration avec l'entreprise de Maçonnerie. En tout état de cause, ils devront assurer le contrôle de cette exécution.

Dans les ouvrages anciens, l'entreprise du lot GROS OEUVRE devra tous les percements.

26.2 Trous, percements dans matériaux autres que béton armé

L'entreprise titulaire des travaux de Maçonnerie devra, à la demande des différents corps d'état, tous les trous réservés dans les cloisons en maçonnerie.

26.3 Scellements et raccords

Tous les scellements, rebouchements de trous, calfeutremments de feuillures seront exécutés par l'entreprise titulaire des travaux de Maçonnerie pour les ouvrages de béton, béton armé ou maçonneries supérieurs à 0,10 épaisseur ; pour les autres murs et cloisons, à la charge de chaque corps d'état.

26.4 Surdimensionnement

Les trous, percements, réservations qui seraient surdimensionnés par les entreprises de second-œuvre pour échapper aux règles ci-dessus, leurs seront facturés après simple constat du maître d'œuvre.

27 RECEPTIONS DES SUPPORTS

Les D.T.U. précisent les tolérances, planimétries, états des surfaces, arases etc. des différents ouvrages.

Lorsque ces ouvrages constituent le support d'une prestation d'une autre entreprise, cette dernière doit en assurer la réception. L'exécution des travaux implique l'acceptation, ipso-facto, des supports.

Les supports existants seront soudés et également réceptionnés comme indiqué ci-dessus.

28 PROTECTIONS DES OUVRAGES

Chaque entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages. Tous les frais entraînés par suite de dégradations ou de détournements seront supportés intégralement par l'entrepreneur responsable de l'ouvrage jusqu'à la réception.

29 REUNIONS DE CHANTIER

Les entreprises sont tenues d'assister à tous les rendez-vous de chantier hebdomadaires où elles seront convoquées et à toutes les réunions exceptionnelles qui seront expressément notifiées.

Elles ne pourront se faire représenter qu'avec l'accord du Maître d'œuvre. Leur représentant qualifié devra posséder les connaissances nécessaires et disposer des pouvoirs lui permettant de prendre au nom et place de l'entreprise toutes dispositions d'ordre technique ou financier. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit du choix du représentant de l'entreprise responsable du chantier.

L'absence d'une entreprise aux réunions de chantier ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées entraîne la responsabilité pleine et entière de celle-ci pour les malfaçons ou erreurs qui résulteraient de cette défaillance.

Les comptes rendus de chantier seront établis par le Maître d'œuvre, ils seront adressés aux entreprises titulaires des travaux.

Ces documents deviendront contractuels en ce qui concerne les malfaçons et retards qui seront portés.

Les décisions qui seront prises lors des réunions de chantier faisant l'objet d'observations mentionnées sur ces procès-verbaux, pourront être dénoncées par l'entreprise sous huitaine soit par correspondance adressée au Maître d'œuvre, soit par inscription au P.V. Faute de quoi, les décisions prises seront considérées comme étant exécutoires. A chaque réunion de chantier, les participants devront respecter les règlements de sécurité en vigueur sur le Chantier.

30 GARDIENNAGE DE CHANTIER

Les entrepreneurs sont avisés qu'il n'y a pas de gardiennage de prévu sur le chantier. Chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions pour protéger ses matériaux ou matériels de tous vols ou dégradations.

31 TABLEAUX DES INTEMPERIES

En vue de l'application du C.C.A.P., l'entreprise titulaire des travaux de GROS OEUVRE devra tenir à jour et faire viser aux rendez-vous de chantier un tableau sur lequel seront inscrites les températures et intempéries.

Il ne sera fait aucun rappel de cette prescription ; dans le cas où elle ne serait pas respectée, les arrêts pour cause d'intempéries ne seront pas pris en considération dans les conditions fixées au CCAP ou au marché.

32 NETTOYAGE DE CHANTIER

Chaque entreprise est tenue de laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après exécution des travaux dont elle est chargée.

Elle a la charge de l'évacuation de ses propres gravois et déblais jusqu'aux bennes de stockage situées en lieu déterminé par le Maître d'œuvre, sur proposition de l'entreprise de gros-œuvre.

L'entreprise de gros-œuvre assure la mise en place des bennes à gravois et leur enlèvement régulier hors du chantier et Leur transport en décharge. Les frais correspondants seront portés au compte prorata.

En cas d'inexécution des prescriptions ci-dessus, le Maître d'œuvre pourra faire réaliser le nettoyage par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise ou des entreprises responsables, et ce, conformément au CCAP.

33 COMPTE PRORATA

Le compte prorata sera géré par l'entrepreneur du lot GROS OEUVRE suivant la norme en vigueur NFP 03.001, etc., et aucune entreprise soumissionnaire ne pourra soustraire à l'obligation de participer aux frais du compte prorata.

34 ETUDE THERMIQUE

L'entrepreneur du présent lot devra prendre connaissance de l'étude thermique jointe au présent dossier d'appel d'offres.

Il établira son devis à partir des valeurs décrites dans cette étude thermique, et avertira le maître d'œuvre de toutes anomalies éventuelles ou prescriptions incomplètes.

35 PHOTOS

L'entreprise chargée de l'organisation matérielle du chantier fournira chaque mois 6 tirages de 4 prises de vues photographiques noir et blanc, format 13 x 18 permettant de visualiser l'avancement du chant.